

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos au 31 décembre 2024

Association REVE ET RITOURNELLE
3, rue Edouard Nignon
CS 37210
44372 NANTES CEDEX 9



SOLIS NANTES
Commissaire aux Comptes

3, rue Edouard Nignon
CS 97216
44372 NANTES Cedex 3

☎ 02.51.13.22.13

✉ www.solisnantes.fr

Association REVE ET RITOURNELLE
Exercice clos au 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Adhérents,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association REVE ET RITOURNELLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENTS DE L'OPINION

• **REFERENTIEL D'AUDIT**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

• **INDEPENDANCE**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels qui expose le versement d'une subvention exceptionnelle attribuée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) dans le cadre d'un dispositif d'aide ponctuelle aux structures sociales en difficulté.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Subventions

Nos contrôles ont porté sur le traitement approprié des subventions et le respect du principe de séparation des exercices.

Continuité d'exploitation

Nous avons également porté une attention particulière à la continuité d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

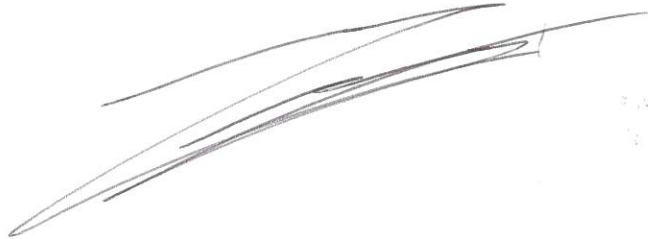
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date

de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

NANTES, le 23 avril 2025
Le Commissaire aux Comptes



SOLIS NANTES
Commissaire aux Comptes
Représentée par Mme Cécile ROCHARD

Bilan Actif

		31/12/2024		31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
	Frais d'établissement			
	Frais de recherche et de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Concessions brevets droits similaires	3 070,08	3 070,08	
	Autres immobilisations incorporelles (1)			
	Immobilisations incorporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
	Terrains			
ACTIF CIRCULANT	Constructions	969 287,73	436 999,77	532 287,96
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	47 204,30	40 439,91	6 764,39
	Autres immobilisations corporelles	49 415,45	44 318,28	5 097,17
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES			
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)			
	Participations évaluées selon mise en équival.			
	Autres participations			
	Créances rattachées à des participations			
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	7,50		7,50
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	TOTAL (I)	1 068 985,06	524 828,04	544 157,02
	STOCKS ET EN-COURS			
	Matières premières, approvisionnements			
	En-cours de production de biens			
	En-cours de production de services			
	Produits intermédiaires et finis			
	Marchandises			
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes			
	CREANCES (3)			
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 935,71		13 935,71
	Créances reçues par legs ou donations			
	Autres créances	98 160,02		98 160,02
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
	DISPONIBILITES	51 924,45		51 924,45
	Charges constatées d'avance			
	TOTAL (II)	164 020,18		164 020,18
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)			
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)			
	Ecart de conversion actif (V)			
	TOTAL ACTIF (I à V)	1 233 005,24	524 828,04	708 177,20
	(1) dont droit au bail			
	(2) dont à moins d'un an			
	(3) dont à plus d'un an			

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	200 035,16
	Fonds propres complémentaires	200 035,16
	Fonds propres avec droit de reprise	
	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Ecarts de réévaluation	
	Réserves	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Réserves pour projet de l'entité	
Fonds reportés et dédiés	Autres	
	Report à nouveau	(11 438,83)
		(6 774,63)
	Excédent ou déficit de l'exercice	33 977,67
		(4 664,20)
	Total des fonds propres (situation nette)	222 574,00
		188 596,33
	Fonds propres consommables	
	Subventions d'investissement	255 367,15
	Provisions réglementées	271 864,01
Provisions	Total des autres fonds propres	255 367,15
		271 864,01
	Total des fonds propres	477 941,15
		460 460,34
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	
	Total des fonds reportés et dédiés	
DETTE (1)	Provisions pour risques	12 875,00
	Provisions pour charges	10 307,00
	Total des provisions	12 875,00
		10 307,00
	DETTE FINANCIERE	
	Emprunts obligataires convertibles	
	Autres emprunts obligataires	
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	135 691,35
	Emprunts et dettes financières divers	169 435,59
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
DETTE (1)	DETTE D'EXPLOITATION	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 257,82
	Dettes des legs ou donations	15 848,94
	Dettes fiscales et sociales	68 914,82
		72 628,04
	DETTE DIVERSE	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
	Autres dettes	2 497,06
		3 801,48
	Produits constatés d'avance	
DETTE (1)	Total des dettes	217 361,05
		261 714,05
	Ecarts de conversion passif	
	TOTAL PASSIF	708 177,20
		732 481,39
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	33 977,67
	(1) Dont à moins d'un an	217 361,05
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	261 714,05

Compte de Résultat

1/2

PRODUITS D'EXPLOITATION

	31/12/2024	31/12/2023
	12 mois	12 mois
Cotisations	1 640,00	1 365,00
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	161 557,82	616 378,47
dont parrainages		298 684,39
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	469 425,57	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	42 985,49	55 987,08
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	97,91	1,55
Total des produits d'exploitation	675 706,79	673 732,10

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	111 026,72	110 507,56
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	17 384,33	15 687,53
Salaires et traitements	430 471,26	415 540,96
Charges sociales	115 143,35	103 275,12
Dotation aux amortissements et dépréciations	33 378,65	33 625,88
Dotation aux provisions	2 568,00	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	4 472,28	4 297,74
Total des charges d'exploitation	714 444,59	682 934,79
RESULTAT D'EXPLOITATION	(38 737,80)	(9 202,69)

Compte de Résultat

2/2

	31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION	(38 737,80)	(9 202,69)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	559,47	448,75
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	559,47	448,75
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 229,85	2 537,77
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	3 229,85	2 537,77
RESULTAT FINANCIER	(2 670,38)	(2 089,02)
RESULTAT COURANT avant impôts	(41 408,18)	(11 291,71)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 926,99	
Sur opérations en capital	74 496,86	16 169,91
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	19 396,00	
Total des produits exceptionnels	95 819,85	16 169,91
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	20 434,00	9 542,40
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles	20 434,00	9 542,40
RESULTAT EXCEPTIONNEL	75 385,85	6 627,51
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	772 086,11	690 350,76
TOTAL DES CHARGES	738 108,44	695 014,96
EXCEDENT ou DEFICIT	33 977,67	(4 664,20)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Présentation

Annexe Comptable

INTRODUCTION

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **708 177** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **772 086** euros et un total **charges** de **738 108** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **33 978** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours de l'exercice, l'association a reçu une subvention exceptionnelle d'un montant de 58 000 € attribuée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) en soutien aux Centres multi accueil en difficultés financières. Cette subvention a été accordée dans le cadre d'un dispositif d'aide ponctuelle visant à soutenir les structures sociales impactées par des difficultés économiques. Elle a été comptabilisée en exceptionnel.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Association Association REVE ET RITOURNELLE ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général et en particulier les Règlements du Comité de la Réglementation comptable rappelées ci-dessous :

- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels
- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le n°2020-08 qui est venu le compléter.

Les méthodes comptables retenues ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Annexe Comptable

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels, brevets : 1 à 4 ans
- * Constructions : 20 à 40 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 20 ans
- * Installations générales : 5 à 10 ans
- * Matériel pédagogique : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Annexe Comptable

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2024
		Augmentations	Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions
INCORPORELLES					
Frais d'établissement et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres	3 070,08				3 070,08
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 070,08				3 070,08
CORPORELLES					
Terrains					
Constructions sur sol propre	767 234,80				767 234,80
sur sol d'autrui					
instal. agencet aménagement	202 052,93				202 052,93
Instal technique, matériel outillage industriels	47 204,30				47 204,30
Instal., agencement, aménagement divers	24 325,70		1 961,45		26 287,15
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique et mobilier	23 128,30				23 128,30
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 063 946,03	1 961,45			1 065 907,48
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES					
FINANCIERES					
Participations évaluées en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés	7,50				7,50
Prêts et autres immobilisations financières					
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7,50				7,50
TOTAL	1 067 023,61	1 961,45			1 068 985,06

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	3 070,08			3 070,08
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 070,08			3 070,08
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	254 089,10	20 291,05		274 380,15
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	154 665,40	7 954,22		162 619,62
	Instal technique, matériel outillage industriels	37 394,80	3 045,11		40 439,91
	Autres instal., agencement, aménagement divers	21 673,66	1 667,74		23 341,40
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	20 556,35	420,53		20 976,88
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		488 379,31	33 378,65		521 757,96
TOTAL		491 449,39	33 378,65		524 828,04

Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	10 307,00	2 568,00		12 875,00
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10 307,00	2 568,00		12 875,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
Sur immobilisations				
incorporelles				
corporelles				
legs ou donations				
des titres mis en équivalence				
titres de participation				
autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL	10 307,00	2 568,00		12 875,00
Dont dotations et reprises		2 568,00		
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an		
CREANCES	Créances rattachées à des participations				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	Clients, usagers douteux ou litigieux	1 349,44	1 349,44		
	Autres créances clients, usagers	12 586,27	12 586,27		
	Créances représentatives des titres prêtés				
	Personnel et comptes rattachés	677,81	677,81		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Autres impôts, taxes versements assimilés				
	Divers	97 140,00	97 140,00		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Débiteurs divers	342,21	342,21		
Charges constatées d'avance					
TOTAL DES CREANCES		112 095,73	112 095,73		
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)					
	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans	
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	135 691,35	135 691,35		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	10 257,82	10 257,82		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	29 126,85	29 126,85		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	37 997,34	37 997,34		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 790,63	1 790,63		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2 497,06	2 497,06		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		217 361,05	217 361,05		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice	33 744,00				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Présentation

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	200 035,16				200 035,16
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	(6 774,63)	(4 664,20)			(11 438,83)
Excédent ou déficit de l'exercice	(4 664,20)	4 664,20	33 977,67		33 977,67
Situation nette	188 596,33		33 977,67		222 574,00
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	271 864,01			16 496,86	255 367,15
Provisions réglementées					
TOTAL	460 460,34		33 977,67	16 496,86	477 941,15

Annexe libre

AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés

Engagements en matière de pensions et retraite vis-à-vis du personnel :

Ces engagements résultent des textes légaux et de la convention collective de l'Animation Socioculturelle.

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- âge probable de départ à la retraite : 64 ans
- taux d'évolution des salaires : 1%
- taux d'actualisation : 3,3% par an
- turnover : faible pour les cadres et moyen pour les non cadres
- table de mortalité : dernière table INSEE 2022
- initiative du départ en retraite : salariés 100 %
- taux de charges sociales : 25%

Cet engagement fait l'objet d'une provision pour charges au 31 décembre 2024 et s'élève à 12 875 €, charges sociales incluses

Engagements reçus

La Mairie de Nantes s'est porté caution solidaire dans le cadre de l'octroi du prêt de 440 000 € consenti par le Crédit Mutuel en 2011. Capital restant dû au 31 décembre 2024 : 60 691 €.

Engagements réciproques

Conventions pluriannuelles conclues avec les collectivités et organismes suivants :

CAF Convention d'objectifs et de financement du 4 mai 2020 au titre de la PSU relative au soutien de l'activité des établissements d'accueil des jeunes enfants dont ceux en situation de handicap et de pauvreté avec son avenant du 21 juin 2024, pour la période allant jusqu'en 2027.

Ville de Nantes Convention en date du 3 février 2017, avec avenant n°2 du 6 janvier 2020, relative à la subvention de fonctionnement et des modalités de calcul de celle-ci

Annexe libre

Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires du Commissaire aux comptes s'élève au titre de la certification des comptes à 4 447 €